

# MORT D'UNE PETITE PLANÈTE C'EST LA CROISSANCE QUI NOUS TUE

**MURRAY BOOKCHIN**

*Traduction de, « Death of a Small Planet », in The Progressive, août 1989.*

On tend à croire que les catastrophes environnementales – telles que le récent désastre de marée noire engendré par l'Exxon Valdez dans la baie de l'Alaska – sont des « accidents » : des phénomènes isolés qui se produisent sans préavis ou avertissements. Mais à quel moment le mot « accident » devient-il inapproprié ? Quand est-ce que de telles occurrences sont inévitables au lieu d'être accidentelles ? Et à partir de quand une telle répétition constante de désastres inévitables pointent-ils une crise bien ancrée et qui n'est pas seulement environnementale mais aussi profondément sociale ?

Le président Bush était ravi de rendre responsable du déversement de plus de dix millions de gallons de pétrole brut provenant de Valdez Harbor la négligence d'un capitaine de navire ivre. En réalité, cependant, c'était la conséquence de circonstances sociales bien plus irréfutables que les traditionnels facteurs « humains » ou « technologiques » cités par les comptes rendus des mass médias. Depuis que le pipeline de Valdez Harbor est entré en service il y a une douzaine d'années, il y a eu pas moins de 400 marées noires dans la baie de l'Alaska. En 1987, le tanker Stuyvesant a déchargé près d'un million de gallons de pétrole dans le golfe après avoir quitté Valdez, vraisemblablement en raison de problèmes mécaniques attribués aux sévères conditions météorologiques. L'organisation de protection environnementale Greenpeace a enregistré sept marées noires dans les eaux de l'Alaska cette année, cela avant même que l'Exxon Valdez s'échoue.

Les marées noires de pétrole allant de quelques milliers de gallons jusqu'à un million ou plus – ainsi que le pétrole évacué par les tankers de façon routinière pour faire de la place pour le retour des cargos – ont pollué de larges superficies de la surface des océans et des côtes. Les effets terrifiants des marées noires qui se sont produites il y a plusieurs années sont encore visibles aujourd'hui, et de nouveaux incidents continuent d'apporter des dégâts. Le très médiatisé déversement de 10 000 gallons de pétrole qui a « mystérieusement » pollué les zones côtières de deux îles hawaïennes une semaine après que l'Exxon Valdez s'échoue a été plus qu'égalé par les très peu médiatisés 117 000 gallons que l'Exxon Houston a répandus sur une autre zone côtière hawaïenne, trois semaines environ avant le Valdez.

En un seul jour, le 23 juin 1989, trois marées noires majeures – à Newport, Rhode Island, dans la rivière Delaware et dans la Côte du Golfe texane – ont déversé plus d'un million de gallons de pétrole dans les eaux des États-Unis.

Beaucoup trouvent difficile de voir ces incidents comme faisant partie d'un processus ayant une cause unique. Retracer la chaîne des événements de la cause jusqu'aux conséquences est une tâche non familière pour des gens qui ont été conditionnés pour voir la vie comme un sit-com télévisé ou un talk-show composé de petits segments anecdotiques et indépendants. En effet, nous vivons dans un régime de petites séquences, dévouées à la logique ou à l'effet à long-terme. Nos problèmes, si nous les considérons en soi comme des problèmes, sont alors vus comme épisodiques plutôt que systémiques ; la scène disparaît, les caméras passent à autre chose.

Mais la crise actuelle ne va pas disparaître en changeant de chaîne. Elle était prévisible – et prévue – il y a des décennies. Il existe une histoire encore en mémoire de terribles présages, d'avertissements urgents et d'efforts infructueux faits par une génération plus ancienne d'environnementalistes pour s'occuper des facteurs sociaux sous-jacents aux problèmes environnementaux. Dans plusieurs circonstances, ils ont prédit avec une troublante acuité les résultats de politiques écologiques folles suivies par la société capitaliste à l'Ouest et par la société bureaucratique à l'Est.

Les premières disputes autour des dangers posés par l'expansion de l'industrie du pétrole en termes de plateformes de forage océanique ont eu lieu avant même que les régions arctiques soient ouvertes à l'exploitation de pétrole. Elles remontent aux années 1950, quand les grands navires ont commencé à être utilisés pour transporter le pétrole du Moyen-Orient. Bien

avant que les marées noires captent l'attention du public, des environnementalistes évoquaient leurs peurs au sujet de l'augmentation hasardeuse de la capacité des tankers pétroliers.

Le fait, bien connu, que même le bateau le plus robuste peut être ébranlé par des tempêtes, et évidemment dériver, s'échouer sur des récifs dans des eaux traîtres et couler, n'était pas moins sérieux que la possibilité d'une « erreur humaine » dans les opérations de ces énormes navires. Dans des conférences que j'ai données il y a des décennies sur Pacifica Radio Network, j'ai souligné la certitude pure et simple que des marées noires désastreuses suivraient certainement l'accroissement de la taille des tankers. La marée noire causée par l'Exxon Valdez n'était donc pas un accident imprévu mais une certitude absolue – et cet accident pourrait aujourd'hui encore être dépassé par d'autres à venir. C'était aussi prévisible que Three Mile Island et Tchernobyl.

La tendance au réchauffement climatique ne l'était pas moins. Les prévisions sur le fait que le dioxyde de carbone provenant de la combustion des combustibles pourrait élever la température de la Terre renvoie au dix-neuvième siècle et elles ont été répétées à plusieurs reprises depuis lors, bien que le plus souvent en tant que curiosités atmosphériques plutôt que comme avertissement écologique sérieux. J'écrivais déjà en 1964 qu'une augmentation dans « la couche de dioxyde de carbone » à partir de la combustion des combustibles fossiles « nous amènera aux formes les plus destructives de tempêtes et peut-être à la fonte des calottes glaciaires, à la montée des eaux et l'inondation de larges zones de terre. »

L'apparition possible des pluies acides et la déforestation systématique des zones de forêts tropicales équatoriales, sans parler de l'impact des chlorofluorocarbones sur la couche d'ozone de la Terre ne pouvait pas être prédite par des détails techniques. Mais la question plus large des destructions environnementales sur une échelle globale et les perturbations de cycles écologiques élémentaires se trouvait déjà sur l'agenda radical à la fin des années 1960, bien avant que le Jour de la Terre ne soit proclamé et que les questions écologiques soient réduites à débarrasser les rues des villes des cannettes, bouteilles et autres déchets.

Les prédictions des catastrophes ont peu de valeur quand elles ne sont pas issues d'une analyse raisonnée – une qualité devenue impopulaire en cette époque du New Age et du mysticisme. Mais nous n'avons pas de raison de nous réjouir du fait que Margaret Thatcher paraisse souvent orientée « Verte » dans ses avertissements publics sur l'effet de serre, si on garde présent à l'esprit que le thatchérisme en Grande-Bretagne peut souvent être assimilé à une transition vers les hautes technologies et le nucléaire.

Il ne serait pas non plus particulièrement encourageant d'apprendre que Mikhail Gorbatchev est prêt à suivre Thatcher dans la suppression progressive des anciennes zones industrielles « rouillées » et leurs énergies fossiles, suite à Tchernobyl et aux « événements » nucléaires plus anciens, et potentiellement pires, dont nous n'avons pas encore eu connaissance. Si la solution à l'effet de serre crée des désastres potentiellement plus dangereux encore, telle que la prolifération des centrales nucléaires « propres » et ses déchets radioactifs à longue durée de vie, le monde pourrait bien être perdant du résultat de ce genre de pensée environnementale.

Les tentatives du président Bush de se joindre à ce refrain en révisant le Clean Air Act pour réduire les hauts niveaux d'ozone, les cancers causés par les polluants et d'autres substances toxiques ont reçu presque autant de critiques que de louanges. Les effets des propositions de Bush – qui sont assez modestes si on garde en tête la magnitude épouvantable des prévisions environnementales – ne seront le comprend, cela a déclenché la colère des environnementalistes. De plus, le fait que Bush laisse l'exécution de son plan à l'industrie est la garantie que le coût des technologies dévolues au contrôle de la pollution sera répercuté, avec quelques extras, au consommateur et que beaucoup des propositions ne seront honorées que formellement.

Ce que les environnementalistes doivent souligner, c'est que la crise écologique est systémique, pas seulement la conséquence de mésaventures aléatoires. Si l'Exxon Valdez était traité comme un « accident » comme l'ont été Tchernobyl et Three Mile Island, nous aurons détourné l'attention du public d'une crise sociale aux proportions historiques. On ne vit pas

seulement dans un monde de problèmes mais dans un monde hautement problématique, une société intrinsèquement anti-écologique. Ce monde anti-écologique ne sera pas guéri par des actes de gestion politique ou la mise sur pied d'une législation. C'est un monde qui a expressément besoin de changements structurels de grande envergure.

Peut-être que notre problème systémique le plus évident est la croissance incontrôlable. J'utilise le mot « incontrôlable » plutôt que « incontrôlé » délibérément. La croissance dont je parle n'est pas celle de la colonisation de la planète à travers des millénaires d'histoire. Elle est plutôt la réalité matérielle inexorable qui est unique à notre ère : à savoir que la croissance économique illimitée est supposée être l'évidence du progrès de l'humanité. Nous avons tellement pris pour acquis cette notion dans ces dernières générations que c'est comme si elle était immuablement fixée dans notre conscience, tout comme le caractère sacré de la propriété elle-même.

Dans les faits, la croissance est presque devenue synonyme de l'économie de marché qui prévaut aujourd'hui. Ce fait trouve son expression la plus claire dans la maxime du marché « croître ou mourir ». Nous vivons dans un monde compétitif dans lequel la rivalité est une loi de l'économie ; le profit, un désir social et personnel ; toute substitut au moyen traditionnel utilisé pour établir une relation économique, à savoir le don.

Cependant, ce n'est pas suffisant d'attribuer nos problèmes environnementaux à l'obsession de la croissance. Un système de structures profondément établies – au sein duquel la croissance n'est qu'une manifestation de surface – constitue notre société. Ces structures sont au-delà de tout contrôle moral, tout comme le flot d'adrénaline dépasse les capacités de contrôle d'une créature effrayée. Ce système a en effet la qualité autoritaire de la loi naturelle. Dans une société de marché national ou international (qu'elle soit de type corporatiste comme c'est le cas à l'Ouest ou de type bureaucratique comme à l'Est), la compétition elle-même génère un besoin de croissance. La croissance représente la défense de toute entreprise contre la menace d'être absorbée par un rival. Les questions morales n'ont pas d'influence dans cette relation contraignante antagonique. Dans la mesure où une économie de marché devient si largement répandue qu'elle transforme la société elle-même en une place de marché – un grand centre commercial –, elle dicte les paramètres moraux de la vie humaine et rend la croissance synonyme de progrès social et personnel. Alors, la personnalité, l'amour, le revenu ou l'ensemble de croyances d'une personne, au même titre qu'une entreprise, doivent croître ou mourir.

La société de marché semble avoir supprimé de la majorité des mémoires un autre monde qui autrefois plaçait des limites à la croissance, mettait l'accent sur la coopération plutôt que la compétition et donnait de l'importance au don en tant que lien de solidarité humaine. Dans cet ancien monde, le marché était marginal au sein d'une société domestique ou « naturelle » et les communautés d'échange existaient seulement dans les « interstices » du monde d'avant l'économie de marché, pour reprendre les mots bien à propos de Marx.

Aujourd'hui, un langage libéral plutôt naïf légitime une condition que nous considérons déjà comme aussi normale que l'air que nous respirons : la « saine » croissance, la « libre » compétition et l'individualisme « farouche » – des euphémismes que toute société peu sûre d'elle adopte pour transformer ses attributs les plus prédateurs en vertus. « C'est une histoire de business, rien de personnel Sonny » comme dit le consigliere du Parrain après que le patriarche de la famille a été criblé de balles par ses rivaux de la Mafia. Voilà comment les valeurs personnelles sont réduites à des valeurs entrepreneuriales.

Il a été pris conscience dans le Premier Monde qui épuise rapidement la plupart de ses ressources, que la croissance corrode la biosphère à une allure jamais observée auparavant dans l'histoire de l'humanité. Les déforestations par les pluies acides – elles-mêmes un produit de la combustion des combustibles fossiles – correspond ou est même dépassée par l'incendie systématique qui fait place nette dans de vastes forêts tropicales. La destruction de la couche d'ozone, nous commençons à le comprendre, apparaît presque partout, pas juste en Antarctique.

Nous sentons maintenant que la croissance illimitée transforme littéralement les produits organiques complexes de l'évolution naturelle en de simples

composants minéraux de la planète, les renvoyant à ce qu'ils étaient à l'aube de la vie il y a des milliards d'année. Le sol qui participait à ce processus depuis des millénaires se transforme en sable ; des régions richement boisées et remplies de formes de vie complexes sont réduites à des paysages lunaires stériles ; les rivières, les lacs et même de vastes régions océaniques deviennent toxiques et des égouts mortels, des radionucléides, avec un déploiement toujours grandissant de produits toxiques envahissent l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et presque chaque aliment de la table du dîner. Même les bureaux fermés, climatisés et édulcorés ne sont pas immunisés contre ce déluge empoisonné.

La croissance est seulement la cause la plus immédiate de ce retour en arrière de l'horloge de l'évolution vers un monde plus primordial et minéralisé. Et appeler à une « limite à la croissance » est seulement le premier pas en vue de ramener la magnitude de nos problèmes environnementaux à la portée du public. A moins de remonter jusqu'aux sources de la croissance – la compétition dans une société de marché promouvant le croître ou mourir – la demande pour contrôler la croissance est inutile autant qu'impossible. On ne peut pas plus arrêter la croissance en laissant intact le marché économique qu'on ne peut arrêter l'égoïsme en laissant intacte la rivalité.

Dans ce monde caché de cause-à-effets, le mouvement environnemental et le public se trouvent à un croisement. La croissance est-elle un produit du « consumérisme » – l'explication la plus socialement acceptable et socialement neutre que l'on rencontre généralement dans les discussions sur la détérioration de l'environnement ? Ou la croissance existe-t-elle en raison de la nature de la production sous une économie de marché ? D'une certaine manière, on peut dire que c'est les deux. Mais la réalité absolue de l'économie de marché est que la demande du consommateur pour un nouveau produit ne surgit que rarement spontanément, pas plus que sa consommation n'est guidée par des considérations purement personnelles.

Aujourd'hui, la demande est créée non par les consommateurs, mais par les producteurs – spécifiquement par des entreprises appelées « agences de publicité » qui utilisent tout un tas de techniques pour manipuler les goûts du public. Les machines à laver et les lave-vaisselles américains, par exemple, sont pour ainsi dire tous construits pour être utilisés en commun – et ils sont utilisés en commun dans plusieurs appartements d'immeubles. Leur privatisation dans des maisons, où ils demeurent inutilisés la plupart du temps, est le résultat de l'ingénuité de la publicité.

On peut enquêter sur la totalité du paysage des objets typiques du « consommateur » et trouver d'autres exemples de la consommation irrationnelle de produits par des individus et des petites familles – des objets de « consommation » qui se prêtent facilement à un usage public.

Une autre explication populaire de la crise environnementale est la croissance de la population. Cet argument serait des plus convaincants si on pouvait prouver que les pays avec le plus fort taux d'augmentation de leur population sont les plus gros consommateurs d'énergie, de matériaux bruts voire même de nourriture. Mais de telles corrélations sont prouvées comme étant erronées. Souvent, la simple densité de population est assimilée à la surpopulation dans un pays donné ou une région. De tels arguments, souvent cyniques dans leur utilisation d'images – des scènes des rues congestionnées de New York et des stations de métro aux heures de pointe – méritent difficilement une attention sérieuse.

Nous devons maintenant déterminer à combien de personnes la planète peut subvenir sans une perturbation écologique totale. Les données sont loin d'être concluantes, mais elles sont clairement fortement biaisées – généralement au travers de lignes économiques, raciales et sociales. La démographie est loin d'être une science, mais c'est une arme politique connue dont les abus ont réclamé de façon désastreuse la vie de millions de personnes au cours de ce siècle.

Au final, la « société industrielle », pour utiliser un euphémisme raffiné pour symboliser le capitalisme, est aussi devenu une explication facile pour les maux environnementaux qui affligent notre époque. Mais une merveilleuse ignorance obscurcit le fait que, il y a plusieurs siècles, la plus grande partie des forêts d'Angleterre, dont les célèbres repaires de Robin des Bois, ont été abattues par les haches rudimentaires des prolétaires ruraux pour produire du charbon de bois dédié à une économie métallurgique techni-

quement simple et pour dégager le terrain pour des élevages de mouton très profitables. Et cela s'est passé bien avant la Révolution industrielle.

La technologie peut amplifier un problème ou accélérer ses effets. Mais avec ou sans "imagination technologique" (pour reprendre l'expression de Jacques Ellul), elle ne produit que rarement le problème lui-même. En fait, la rationalisation du travail par des moyens de chaînes de montages remonte clairement à des sociétés préindustrielles comme celles qui ont construit les pyramides dans l'Égypte antique, qui a développé une vaste machinerie humaine pour construire ses temples et ses mausolées.

Considérer la croissance en-dehors de son contexte social propre revient à déformer et privatiser le problème. Il est inexact et injuste de forcer les gens à croire qu'ils sont personnellement responsables pour les dangers écologiques du moment car ils consomment et prolifèrent trop volontiers.

Cette privatisation de la crise environnementale, comme les cultes New Age qui se concentrent sur les problèmes personnels plutôt que sur les dislocations sociales a réduit plusieurs mouvements environnementaux à une totale inefficacité et menace de diminuer leur crédibilité auprès du public. Si la « simplicité volontaire » et le recyclage militant sont les principales solutions à la crise environnementale, la crise va certainement perdurer et s'intensifier.

Ironiquement, plusieurs personnes ordinaires et leur famille ne peuvent pas se permettre de vivre « simplement ». C'est une initiative exigeante quand on considère le coût de « simples » objets faits mains et le prix exorbitant de la nourriture biologique et des biens « recyclés ». De plus, ce que la « fin de production » de la crise environnementale ne peut pas vendre à des « fins de consommation », elle va certainement le vendre aux militaires. General Electric jouit d'une grande renommée non seulement pour ses réfrigérateurs mais aussi pour ses mitraillettes Gatling. Ce côté trouble du problème environnemental – celui de la production militaire – peut seulement être ignoré en développant une naïveté écologique tellement vide d'expression qu'il n'y a de mots pour la décrire.

La préoccupation du public pour l'environnement ne peut être abordée en mettant la faute sur la croissance sans nommer clairement les causes de la croissance. Une explication ne peut pas non plus se limiter à citer le « consumérisme » tout en ignorant le rôle sinistre joué par la rivalité entre producteurs dans la formation des goûts du public et pour guider leur pouvoir d'achat. En dehors des coûts impliqués, la plupart des gens ne veulent très justement pas « vivre simplement ». Ils ne veulent pas diminuer leur liberté de voyager ou leur accès à la culture, ni réduire des besoins qui souvent servent à enrichir la personnalité et la sensibilité humaine.

Aussi rébarbatifs que puissent paraître certains slogans de « radicaux » environnementalistes, tel « Retour au pléistocène ! » (un slogan du groupe Earth First!), ils ne sont pas moins dégradants et dépersonnalisants que les utopies technocratiques de H.G.Wells du début de ce siècle.

Cela prendra un fort degré de sensibilité et de réflexion – des attributs qui sont encouragés par la consommation d'articles tels que les livres, les œuvres d'art et la musique – pour obtenir une compréhension de ce qu'en fin de compte quelqu'un a besoin ou n'a pas besoin pour être une personne vraiment épanouie. Sans de telles personnes en assez grand nombre pour contester la destruction de la planète, le mouvement environnemental sera aussi superficiel dans le futur qu'il est inefficace aujourd'hui.

Ainsi, la question de la croissance peut être utilisée autant pour nous livrer des banalités concernant nos façons de consommer et notre passion technocratique pour les gadgets (je constate que le bouddhisme n'a pas rendu le Japon moins technocratique que les États-Unis) que pour guider la pensée du public vers les questions élémentaires qui amènent clairement l'attention vers les sources sociales de la crise écologique.

Au Vermont, par exemple, les Left Greens, qui cherchent à radicaliser le mouvement environnemental plutôt tiède, ont suivi la logique de diminuer la croissance selon des voies ambitieuses et utiles. Dans leur demande pour un moratoire d'un an sur la croissance et une discussion publique sur les besoins vitaux, ils ont rendu possible de poser des questions clés au sujet des problèmes suscités par un contrôle de la croissance.

Sous quels critères pouvons-nous déterminer ce qui constitue une croissance inutile, par exemple, et une croissance utile ? Qui prendra cette décision – les commissions d'État, les conseils de village, des alliances entre des villes étendues à l'échelle d'un pays, des quartiers au sein des cités ?

Jusqu'à quel point les municipalités devraient-elles avoir le pouvoir de limiter la croissance ? Devraient-elles commencer à acheter des terrains dégagés ? Devraient-elles diviser les exploitations agricoles pour sauver des fermes pour les générations futures ? Devraient-elles amener les principales préoccupations des industries et commerces sous le contrôle des assemblées citoyennes ? Devraient-elles établir des critères légaux pour déterminer des restrictions sensées sur les entrepreneurs et les investisseurs de capital risqué ?

Cette série de questions, dont chacune découle logiquement de l'idée de contrôler la croissance, peut avoir des conséquences impressionnantes.

Cela a forcé les gens des communautés du Vermont à réfléchir à la nature de leurs priorités : la croissance ou un environnement convenable ? Un pouvoir centralisé ou local ? Une alliance de communautés ou des départements bureaucratiques ? Une utilisation exploitante de la propriété dont dépend l'aide publique ou le contrôle communal d'une telle propriété ?

Un certain nombre de villages du Vermont ont remis en cause le droit du gouvernement d'État de Montpelier [capitale de l'État américain du Vermont, ndt] de ne pas tenir compte de la demande de citoyens et de conseils de villes d'entraver la croissance – en fait, ils ont ignoré leur tentative de décider de leur propre destinée.

L'environnementalisme New Age et l'environnementalisme conventionnel qui placent des limites sur une pensée écologique sérieuse et approfondie ont été de plus en plus remplacés par une écologie sociale qui explore les facteurs économiques et institutionnels qui entrent en considération dans la crise environnementale.

Dans le contexte d'un discours plus mature, la marée noire du Valdez n'est plus vue comme un problème en Alaska, un « épisode » dans la géographie de la pollution. Elle est plutôt reconnue comme un acte social qui élève de tels « accidents » au niveau de problèmes systémiques – enracinés non pas dans le consumérisme, les avancées technologiques et la croissance de la population, mais dans un système irrationnel de production, un abus de technologie et une économie promouvant le croître ou mourir et la démographie de la pauvreté et de la richesse. La dislocation environnementale ne peut être séparée des dislocations sociales.

Les bases sociales de nos problèmes environnementaux ne peuvent demeurer cachées sans banaliser la crise elle-même et contrecarrer sa résolution.